

Le Mondepour **matinPLUS**

Energie. Les mouvements anti-nucléaire manifesteront, ce week-end, contre la construction de l'EPR, le réacteur de troisième génération, dont les promoteurs affirment qu'il est à la fois sûr et propre. Explications.

L'EPR, réacteur écolo?

Pro et anti-nucléaires s'affrontent à Flamanville

Tout ce que la France compte d'opposants à l'énergie nucléaire doit se rassembler, samedi 17 mars, dans les rues de Lyon, Lille, Toulouse, Strasbourg et Rennes «pour dire non à l'EPR et oui aux alternatives au nucléaire». Les associations écologistes et plusieurs candidats à l'élection présidentielle, tels Olivier Besancenot (Ligue communiste révolutionnaire), José Bové (mouvement altermondialiste) ou Dominique Voynet (Verts), seront présents dans les manifestations.

Si Nicolas Sarkozy a confirmé le programme EPR, et Ségolène Royal plaide prudemment pour un moratoire, les opposants à ce réacteur de troisième génération ont reçu, mardi, un renfort de poids en la personne de Nicolas Hulot. «Il est urgent d'attendre, rien n'oblige la France à investir aujourd'hui sur ce nouveau réacteur», écrit l'écologiste et animateur de télévision au collectif Stop-EPR, dont il appuie la demande de «moratoire suspensif» et d'«un débat dans des conditions de démocratie irréprochables».

Dans la Manche, les travaux de terrassement de Flamanville 3 ont déjà commencé, en vue d'une mise en service par EDF en 2012. Mais quel est donc ce réacteur qui suscite tant de passions?

L'EPR, pour *european pressurized reactor* (réacteur européen à eau pressurisée) est le fruit de la collaboration entre l'allemand Siemens et le français Areva. Il est destiné à remplacer progressivement, à partir de 2020, les réacteurs qui équipent les centrales actuelles, construites dans l'Hexagone à partir de 1977. EDF n'a pas mis en service de nouveau réacteur depuis 1999.

«L'EPR n'est pas une révolution technologique, plutôt une évolution», reconnaît Anne Lauvergeon, la présidente d'Areva. Le vrai «saut technologique», n'aura pas lieu avant 2035-2040, avec le réacteur de quatrième génération (qui pourra notamment réutiliser ses déchets comme combustible), sur lequel travaillent une dizaine de pays.

Moins ambitieux, l'EPR est issu des réacteurs les plus récents installés en France et en Allemagne, à la fin des années 1990, auxquels il intègre les dernières innovations. Ses promoteurs vantent sa puissance (1 600 MW), sa compétitivité (17 % d'uranium brûlé en moins pour produire la même quantité d'électricité), sa longévité (60 ans

au lieu de 40 ans). Il est aussi «plus sûr», affirment les experts d'Areva et d'EDF, notamment en cas de fonte de la cuve contenant les barres d'uranium. Le «risque Tchernobyl» serait donc, selon eux, infinitésimal.

«Le risque d'accident est scandaleusement minimisé par EDF, dénonce Greenpeace France. Cela ne permet pas d'établir des scénarios d'intervention d'urgence adaptés».

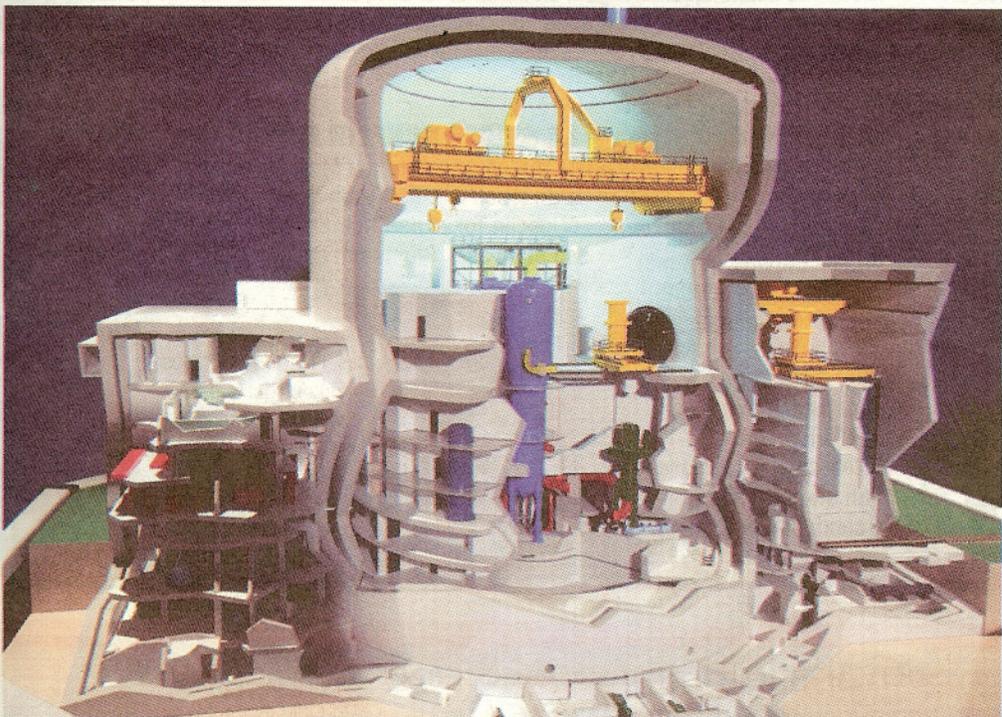
► **Le nucléaire a permis à la France, en 2005, de réduire sa facture énergétique de 12 milliards**

Une étude confidentielle d'EDF indiquerait que l'enceinte de protection du réacteur, pourtant renforcée, ne résisterait pas à un attentat du type 11-Septembre, affirme le réseau Sortir du nucléaire. Or, le réacteur d'Areva-Siemens utilisera le combustible MOX, «plus radiotoxique» que les combustibles classiques en cas de rejet dans l'atmosphère,

souligne une étude commandée par Greenpeace au scientifique britannique, John Large. «Les 3,3 milliards d'euros investis à Flamanville seraient plus utiles pour financer des économies d'énergie et des recherches sur l'éolien, la biomasse et le solaire...», conclut Sortir du nucléaire.

Mais, d'un point de vue écologique, l'EPR détient un atout maître, en ces temps de réchauffement climatique : il n'émet pas de CO₂. Le contraire des centrales au charbon, au gaz ou au fioul, qui produisent l'essentiel de l'électricité mondiale. Se priver du nucléaire aurait même de graves conséquences pour l'atmosphère, selon Jean-Marc Jancovici, expert indépendant. Il a calculé que pour «abaisser la part du nucléaire à 50%, comme l'a un temps proposé Ségolène Royal, sans augmenter les émissions de CO₂, il faut diviser la consommation d'électricité en France par deux».

Sur le plan économique, les pro-nucléaires rappellent que, en 2005, au plus fort de la flambée des cours du pétrole, les centrales atomiques ont permis à la France de réduire de 12 milliards d'euros sa facture énergétique en réduisant les importations d'hydrocarbures. Pierre Gadonneix, le patron d'EDF, entend bien «prendre part au renouveau de l'énergie nucléaire dans le monde» et «exporter la compétence française». Il a ciblé quatre marchés pour l'EPR, déjà commandé par la Finlande : la Chine (où EDF et Areva s'apprentent à vendre deux EPR), la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Afrique du Sud.



© LUDOVIC REA

Maquette du futur réacteur EPR de Flamanville.

Jean-Michel Bezat



Anne Lauvergeon, PDG d'Areva, en juin 2006 sur le site de la future centrale d'Olkiluoto 3, en Finlande, où est construit le premier EPR du monde. © DENIS/RE

Le second souffle de l'atome civil

Qui aurait osé parier sur une renaissance de l'énergie nucléaire, dans un monde jamais vraiment remis de l'explosion de Tchernobyl en 1986? Depuis peu, les menaces du réchauffement climatique et la forte croissance de la demande énergétique ont redonné une perspective à cette source d'énergie compétitive en dépit du coût élevé d'un réacteur (1,5 à 3 milliards d'euros). Nombre de pays veulent lancer ou relancer le nucléaire civil. Dernier en date, le Chili, où la présidente Michelle Bachelet, revenant sur ses engagements de candidate, a décidé de mettre à l'étude «*la viabilité de la construction d'une centrale nucléaire, dans les dix ou quinze prochaines années*».

La Commission européenne a rappelé, le 9 mars, sous la pression de la France, que le nucléaire est «*une option*» pour atteindre l'objectif de réduction des gaz à effet de serre. Longtemps réticent, Tony Blair est désormais convaincu de la nécessité de construire de nouvelles centrales en Grande-Bretagne, où 9 des 12 réacteurs existants devront fermer avant 2015. En Italie, où le nucléaire a été banni par référen-

dum en 1987, Romano Prodi ne cache pas ses interrogations quant à la meilleure voie de sortir la Péninsule de sa dépendance électrique à l'égard de ses voisins, la Suisse et la France.

Toutes les grandes puissances ont des programmes dans les cartons. L'Inde devrait construire des dizaines de réacteurs, et la Chine en prévoit une trentaine d'ici à 2020. Pour les Etats-Unis, premier parc installé de centrales (104), le nucléaire est une des clés de la réduction de la dépendance au pétrole et au gaz.

Cela étant, personne n'attend de miracle de l'atome, qui ne pourra pas se substituer aux énergies fossiles. En 2020, 87 % de l'énergie proviendra encore du pétrole, du gaz et du charbon et 4 % seulement du nucléaire. Soit... moins qu'aujourd'hui, du fait que la demande globale d'énergie aura explosé de 60 %.

JMB

58 réacteurs en France

Le lancement de l'EPR confirme le choix du nucléaire fait par la France sous la présidence de Georges Pompidou et confirmé par son successeur Valéry Giscard d'Estaing, après la crise pétrolière de 1973. Avec 58 réacteurs exploités par EDF dans 19 centrales, l'Hexagone dispose aujourd'hui du deuxième parc nucléaire civil dans le monde (derrière les Etats-Unis) et produit 80 % de son électricité à partir de cette source d'énergie. Avec le groupe public Areva, la France est aussi présente sur tout le cycle nucléaire, de l'extraction de l'uranium et la fabrication du combustible, au retraitement des déchets, en passant par la construction de réacteurs.

CET APRÈS-MIDI DANS

Le Monde

lter, un chantier pharaonique